Burundi : le désir de changement qui s’exprime transcende les clivages du passé

L'Histoire, 02/06/2015 Tournant historique au Burundi Par Jean-Pierre ChrÃ©tien Depuis fin avril, les manifestations se multiplient Ã Bujumbura contre lâ€™entÃªtement du prÃ©sident actuel, Pierre Nkurunziza, Ã se faire Ã©lire pour un troisiÃ mandat. SpÃ©cialiste de l'histoire de la rÃ©gion, Jean-Pierre ChrÃ©tien donne les clÃ©s d'analyse de la situation. Depuis fin avril, les manifestations se multiplient Ã Bujumbura contre lâ€™entÃªtement du prÃ©sident actuel, Pierre Nkurunziza, Ã se fai Ã©lire pour un troisiÃ¨me mandat. Cette large hostilitÃ© populaire Ã la violation de la Constitution est nourrie par un mÃ©contentement quasi gÃ©nÃ©ral contre la gestion du pays durant son deuxiÃ¨me mandat, depuis 2010.Â

Le Burundi avait connu dix ans de guerre civile, de 1993 Ã 2003, depuis lâ€™assassinat du prÃ©sident Ã©lu, Melchior Ndadaye, un Hutu, par des militaires tutsi. Le clivage dit Â« ethnique Â» Ã©tait au cÅ“ur du conflit et les massacres sâ€™Ã©tai enchaÃ®nÃ©s, touchant les uns et les autres. Mais le pays avait Ã©chappÃ© en 1994 Ã la logique du gÃ©nocide que les extrÃ©mistes rwandais voulaient y exporter.Â Le conflit sâ€™est achevÃ© sur la base dâ€™un compromis conclus Ã Arusha 2000, complÃ©tÃ© en 2003 par la signature Ã PrÃ©toria dâ€™un protocoleÂ avec le mouvement armÃ©e des CNDD-FDDÂ Pierre Nkurunziza Ã©tait le leader. Les instances publiques, civiles et militaires, devaient reflÃ©ter la composition plurielle dâ€™une sociÃ©tÃ© dÃ©chirÃ©e durant des annÃ©es. Ce texte est donc fondamental dans le retour du pays Ã la paix et Ã la dÃ©mocratie.Â Câ€™est dans ce cadre que lâ€™actuel prÃ©sident et son parti, le CNDD-FDD, ont gagnÃ© les Ã©lections e 2010. Le premier mandat prÃ©sidentiel avait Ã©tÃ© marquÃ© par une vÃ©ritable euphorie. Mais depuis cinq ans les dÃ©cepti se sont accumulÃ©es : mauvaise gestion Ã©conomique, corruption, profonde misÃ¨re urbaine et rurale, contrastant avec lâ€™enrichissement dâ€™une minoritÃ©, atteintes aux droits de lâ€™homme et Ã la libertÃ© dâ€™expression. La tragÃ©die 1994 est dans tous les esprits. Pourtant, malgrÃ© la proximitÃ© gÃ©ographique et culturelle, le Burundi nâ€™est pas unÂ jum du Rwanda. Leurs histoires sont diffÃ©rentesÂ [2]. A lâ€™IndÃ©pendance, en 1962, la question dite Â« ethnique Â» ne sâ€™y pas. Mais les violences qui avaientÂ frappÃ© le Rwanda de 1959 Ã 1964 et lâ€™impact des vagues de rÃ©fugiÃ©s ont entra partir de 1965 une contagion nourrie de peurs et dâ€™ambitions et une montÃ©e en force dâ€™extrÃ©mismes antagonistes. D massacres ont Ã©tÃ© perpÃ©trÃ©s au Burundi, tantÃ´t au nom du Â« peuple hutu majoritaire Â» (en 1965, selon le modÃ¨le rwandais), tantÃ´t au nom de la Â« sÃ©curitÃ© tutsi Â» (en 1972 lors dâ€™une entreprise dâ€™extermination des Ã©lites hutu rappels aident Ã situer la gravitÃ© des enjeux actuels. Le remise en cause des accords dâ€™Arusha signifie un retour Ã une logique de guerre civile, marquÃ©e notamment par les exactions dâ€™une milice financÃ©e par le pouvoir, lesÂ ImbonerakureÂ (Â« Ceux qui voient loin Â»), recrutÃ©e chez de jeune dÃ©soeuvrÃ©s. Des violences se multiplient dans provinces et, de nouveau, plus de 100 000 Burundais sont rÃ©fugiÃ©s Ã lâ€™Ã©tranger depuis mai. Or, le dÃ©sir de change qui sâ€™exprime, notamment dans la jeunesse, contre cette Ã©volution dictatoriale, transcende les clivages du passÃ©. Hutu e Tutsi manifestent ensemble et dÃ©fendent la dÃ©mocratie comme, il y a peu, au Burkina Faso. La crise est sociale, politique et morale. Les opposants rÃ©unis sont porteurs dâ€™un retour Ã une conception nationale de la politique, comme Ã lâ€™IndÃ©pendance. Les associations de la sociÃ©tÃ© civile, trÃ¨s actives depuis plusieurs annÃ©es, et les mÃ©dias libres associent, dans leurs rangs et Ã leur tÃªte,Â des Hutu et des Tutsi. La sociÃ©tÃ© burundaise a mÃ»ri. De lâ€™Uprona (Ã ma tutsi) au Frodebu et au FNLÂ [3] (essentiellement hutus), tous les partis dâ€™opposition sont liguÃ©s dans ce combat.Â MÃªm le parti prÃ©sidentiel est divisÃ© sur la question du troisiÃ¨me mandat. Les Ã‰glises ont exprimÃ© publiquement leur rÃ©probation. Les quatre anciens prÃ©sidents de la rÃ©publique, Bagaza et Buyoya (tutsi) et Ndayizeye et Ntibantunganya (hutu), ont fait de mÃªme, tÃ©moignant ainsi de la nÃ©cessitÃ© de savoir se retirer quand le pays est dans lâ€™impasse. Le pouvoir nâ€™a su y rÃ©pondre que par des arrestations, par la neutralisation, aujourdâ€™hui totale, des radios indÃ©pendante par la rÃ©pression violente des manifestations : une trentaine de civils ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© tuÃ©s par la police Ã balles rÃ©elles journÃ©e de dupes du 13 mai, oÃ¹ le voyage-Ã©clair du prÃ©sident, invitÃ© au sommet des chefs dâ€™Ã‰tat de lâ€™EAC Ã Salaam, a donnÃ© lieu Ã Â une Ã©bauche de coup dâ€™Ã‰tat Ã Bujumbura, nâ€™a rien changÃ©.Â Les partenaires Ã©tr particulier le groupe des Ã‰tats de lâ€™Afrique de lâ€™Est (EAC) et lâ€™Afrique du sud, parrains des accords dâ€™Arusha, leur souci de voir respectÃ©s ces derniers. Les Ã‰tats-Unis et lâ€™Europe exprimÃ© leur inquiÃ©tude devant ce dÃ©rapage institutionnel. Chacun sait que cette situation est explosive pour toute la rÃ©gion des Grands lacs. Par Jean-Pierre ChrÃ©tien NOTES 1. Conseil national de dÃ©fense de la dÃ©mocratie - Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie. 2. J.-P. ChrÃ©tien et J.F. Dupaquier,Â Burundi 1972. Au bord des gÃ©nocides, Karthala, 2007 ; J.-P. ChrÃ©tien et M. Mukuri (Ã©ds.),Â Burundi, la fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes "ethniques" (1933-1996), Karthala, 2002. 3.Â UpronaÂ : Union pour le progrÃ¨s national, ancien parti au pouvoir dans les annÃ©es 1960-1980).Â FrodebuÂ : Front pour la dÃ©mocratie au Burundi (le parti du prÃ©sident Ndadaye en 1993).Â FNLÂ : Forces nationales de libÃ©ration (issues de lâ€™ancien Parti de libÃ©ration du peuple hutu, dirigÃ© aujourdâ€™hui par Agathon Rwasa).